

CHRISTIANE RAFIDINARIVO RAKOTOLAHY

STRATÉGIES TERRITORIALES DE LA CRISE MALGACHE

LA CRISE BARRAGISTE A ROMPU DE PART EN PART LA CONTINUITÉ TERRITORIALE. L'IDÉE D'ÉTAT-NATION, D'ENJEU ÉLECTORAL, DEVIENT BATAILLE TERRITORIALE. L'ÂPRE LUTTE POUR LES ENJEUX DE MAÎTRISE DES INFRASTRUCTURES STRATÉGIQUES, DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET CELLE DES INSTITUTIONS RÉVÈLENT L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX ESPACES STRATÉGIQUES. DE L'ÉTAT ET DE LA NATION, LEQUEL S'AVÈRE EN FAIT PLUS FRAGILE DANS LES RECONFIGURATIONS DE LA CRISE MALGACHE ? QU'ADVIENT-IL ALORS DE LA CONQUÊTE DU POUVOIR ET QUELS SERAIENT LES NOUVEAUX ENJEUX DU DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES ?

Le 18 mars 2002 sont signés les accords de Dakar entre Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana. Leur premier terme concerne la levée immédiate des barrages qui ont été dressés sur l'ensemble du territoire national par les partisans du premier pour contrer les velléités du second et étouffer la capitale, favorable à l'opposition. En effet, depuis février 2002, les entraves à la circulation des biens et des personnes s'y sont multipliées, et elles deviennent sources de blocus économique, de prises territoriales, de pratiques de frontières, d'affrontements violents entre militaires et de violences faites aux civils.

Mais, après le second décompte des voix par la Haute Cour constitutionnelle donnant M. Ravalomanana vainqueur au premier tour et la seconde investiture de celui-ci, les accords sont rompus. Les barrages ratsirakistes ne sont toujours pas levés et des déclarations de sécessions de provinces sont faites par les gouverneurs de province. En quelques semaines de crise, la continuité territoriale est brisée de part en part et l'idée d'État-nation, d'enjeu électoral, devient bataille territoriale. Madagascar n'a jamais été confronté à une telle situation durant la période postcoloniale, même lors de la « crise fédéraliste » de 1991.

Comment décrypter la configuration qui se dégage de la « crise barragiste » ? Sont-ce de vieux démons tribalistes, comme l'inscrirait la grille traditionnelle du savoir du XIX^e siècle monarchique et du XX^e siècle colonial de Madagascar, ou de l'autre XX^e siècle, ultra-identitaire, postcolonial ? Est-ce l'implosion de l'État-nation qui se dessine à la suite d'une crise électorale ? Est-ce l'expression de reconfigurations sous-jacentes liées aux réformes de décentralisation de l'État depuis 1998 ? aux dynamiques de la libéralisation des années 1990 et des mouvements de 1991 ? aux partages de pouvoirs, réels ou potentiels, essentiellement économiques, dont les lignes de clivage transcendent l'État-nation ? En essayant de répondre à ces questions, cet article suggère que les marqueurs politiques territoriaux à logiques communautaires sont bouleversés par l'émergence d'espaces stratégiques conduisant à appréhender autrement le territoire politique.

« BORDER LAND » TERRITORIAL

Lorsqu'il voit le pouvoir lui échapper, le camp ratsirakiste s'efforce de territorialiser la contestation électorale à Antananarivo. Les contestataires sont présentés comme des supporters de leur candidat ethnique. De son côté, le camp ravalomananiste déploie ses efforts pour démontrer la dimension nationale et démocratique de ses partisans. Mais les manifestations ravalomananistes, quelque soit leur ampleur, restent contenues par les pouvoirs de gouvernement, qui prévoient par décret la possibilité décentralisée de l'usage de forces armées. La crise est caractérisée par ce paradoxe électoral : la territorialité nationale des suffrages exprimés est contestée par le camp ratsirakiste ; il lui est opposé l'appareil d'État décentralisé. À cela, les ravalomananistes répondent par une stratégie de conquête des institutions centrales.

La tentative de reprise en main d'Antananarivo après la première investiture du 22 février par des dispositifs d'état d'exception¹ est un essai de circonscription territoriale. Elle échoue du fait de la désobéissance civile et de la levée de barrages de défense populaire. Le camp Ratsiraka perd le contrôle de l'État central. Il opère alors un double mouvement. D'une part, il organise le déménagement de son pouvoir vers Tamatave. Dès le 19 février 2002, Ampy Portos annonçait ce qui ressemblait encore à une boutade :

1. État de nécessité nationale, puis état de siège de la ville d'Antananarivo avec nomination d'un gouverneur militaire.

« Il n'y a plus rien à Antaninarenina, tout est déjà à Tamatave². » D'autre part, il procède à l'encerclement et au siège de la capitale en pratiquant le dynamitage des ponts stratégiques situés sur les routes nationales reliant les ports à Antananarivo.

L'enclavement économique se démultiplie dans le pays, bloquant notamment les deux régions les plus peuplées de Madagascar : Antananarivo et Fianarantsoa, les principaux fiefs de Ravalomanana, dont la relative continuité territoriale en termes électoraux fait un territoire plus « facilement » défendable dans la crise ; dans les autres endroits où les soutiens sont majoritaires, ou qui se trouvent en quasi-ballottage, l'enclavement et le contrôle partisan de l'appareil étatique décentralisé donnent la maîtrise aux ratsirakistes. Le ravitaillement d'Antananarivo, aggravé par la spéculation, devient de plus en plus difficile pour la population et ruine l'économie. Pour le camp Ravalomanana, il faut resserrer l'étau. Braquant les projecteurs sur Brickaville, il opère alors une sortie par Fianarantsoa. Ce sont les premiers véritables combats de la crise malgache.

La détermination de la population ravalomananiste de Fianarantsoa derrière le député Pety Rakotoniaina, nommé président de la Délégation spéciale en « remplacement » du gouverneur, est appuyée par des militaires favorables à Marc Ravalomanana. Elle permet le siège et l'assaut du gouvernorat, et réussit à protéger l'axe routier à l'est vers Manakara, le port maritime de la province, ainsi que les cuves d'hydrocarbures qui s'y trouvent. C'est dans cette province que les affrontements sont les plus visibles et sans doute les plus meurtriers. Cela contraint le camp Ratsiraka à abandonner la région en dépit des ordres du président sortant : « Fianarantsoa ne doit pas tomber. »

Côté mer, l'acheminement du pétrole s'effectue quand même de Tamatave vers Manakara. Grâce à la maîtrise de ce port, une route du pétrole est ménagée pour les deux régions centrales ; elle est mise à mal par la « bataille des ponts » qui voit le dynamitage de nombreux ouvrages par les ratsirakistes. Des ponts Bailey, structures métalliques provisoires, sont alors mis en place par le camp Ravalomanana à l'emplacement des ponts dynamités. En outre, le chemin de fer, réhabilité dans les années 1990, constitue une deuxième voie de passage importante pour les marchandises, reliant Fianarantsoa et le port de Manakara.

« BORDER LAND » PORTUAIRE

Devant l'échec de l'isolement total de la capitale, qui ne cède pas, le camp Ratsiraka s'engage dans une dynamique de repli territorial de « *border land* ». D'une part, il est contraint de laisser, avec l'appareil étatique central

occupé par le camp Ravalomanana, le territoire d'Antananarivo. D'autre part, Fianarantsoa « tombée » n'autorise plus un « *border land* territorial » de proximité de la capitale. La nouvelle logique de « *border land* » développée par les ratsirakistes redessine alors les logiques maritimes du rapport entre les ports et leur « *innerland* ».

La clé de voûte de ce dispositif est le verrou stratégique du barrage de Brickaville. Celui-ci est présenté comme une frontière politico-ethnique entre Antananarivo et les provinces, les Merina et les Côtiers. C'est aussi un marquage de territoire communautaire et politique des hommes forts de Tamatave. Le gouverneur de Tamatave, un conseiller du cabinet présidentiel, le ministre de l'Intérieur, le vice-Premier ministre du Budget et du Développement des provinces autonomes, secrétaire national de l'Arema, ont des origines lignagères à Brickaville. C'est un nœud de la nomenclature ratsirakiste. Le barrage de Brickaville coupe le principal accès d'Antananarivo au pétrole débarqué et raffiné à Tamatave. C'est donc d'abord un « barrage pétrolier » fonctionnant en blocus économique quasi imperméable. Les passagers et les autres produits passent moyennant « péages³ ». À cela s'ajoutent les effets immédiats de spéculation et de marché noir sur les produits disponibles.

De son côté, Tamatave souffre de ne pas être approvisionnée par les Hautes Terres. Le tourisme comme l'activité portuaire périclitent du fait des barrages. Le chemin de fer ne peut pallier ce manque de communication : la privatisation du Réseau national des chemins de fer malgaches était supposée accorder la concession de l'exploitation de la ligne Antananarivo-Côte-Est à une compagnie sud-africaine pour convoier des marchandises depuis 2001. La ligne n'est toujours pas opérationnelle à ce jour. D'un autre côté, la substitution maritime à l'axe routier Antananarivo est chère et peu pratique. Le bateau assurant la liaison entre Port-Louis de Maurice, Le Port de la Réunion et Tamatave, par exemple, ne fonctionne plus que deux fois par mois. Les liaisons maritimes, notamment par cabotage, avec le nord et le sud-est du pays allègent cependant le quotidien portuaire et alimentent les relais informels vers le centre à travers la porosité des barrages.

Après les accords de Dakar, le gouverneur ratsirakiste de Tamatave décrète l'interdiction de transborder du pétrole le long des côtes de sa province, avant des déclarations sécessionnistes. Fin avril, une rumeur fait état des réticences des compagnies pétrolières à ravitailler Madagascar « par crainte de ne pas être payées ». Un pont entre le port de Manakara et Fianarantsoa est dynamité le

3. Le premier pont controversé à « péages » est celui d'Ivoloina, au nord de Tamatave : déclaré acheté il aurait été donné par l'Ukraine. Il est géré par la famille Ratsiraka et est à l'origine de l'affaire Voninahitse qui a mobilisé l'opposition en 2000-2001.

3 mai 2002, jour de déclaration publique d'indépendance de la province de Tamatave, alors qu'une mission de l'OUA post-accord de Dakar y est présente. D'autres dynamitages sont perpétrés à la veille de la deuxième investiture de Marc Ravalomanana, visant les ponts de Behenjy, à 35 kilomètres de la capitale vers Fianarantsoa, et de Marovola, à 200 kilomètres vers Tamatave ; ils coupent tous les contacts routiers entre Antananarivo et les ports à hydrocarbures de la côte est, malgré les effets pervers sur les économies des sécessionnistes. Pour ces derniers, le principal enjeu reste un pouvoir territorialisé avec la maîtrise de pôles économiques régionaux stratégiques.

Au sud, l'axe goudronné Antananarivo-Tuléar passant par Fianarantsoa est également un enjeu important. Les pro-Ravalomanana manifestent, mais la ville, comme la province, reste tenue par les ratsirakistes. Les principaux barrages ratsirakistes se situent au niveau des mines de saphir d'Ilakaka. Aux portes du Sud, à Sakaraha, les barrages sont rejetés. Après les accords de Dakar, les prospecteurs, lassés d'attendre leur levée, les auraient fait sauter. Le port de Tuléar, même s'il n'a pas les capacités de Tamatave pour les pétroliers, assure un important trafic de marchandises venues des principaux ports régionaux et européens. Les traditions de routes informelles défiscalisées laissent à penser que les barrages sont poreux vers l'intérieur du pays, moyennant « péages ». Ce sont les « routes du zébu⁴ » ou les « voies du saphir⁵ ». Elles comptent parmi les principaux axes de monétisation du pays.

La ligne de pénétration de Madagascar qui relie d'est en ouest Tamatave, Antananarivo et Majunga, est également barrée côté ouest. Les barrages, très tôt mis en place par le camp Ratsiraka, y sont restés relativement perméables. Ce port s'ouvrant sur le canal du Mozambique ne permet pas d'aussi importantes rotations que celui de Tamatave. Cependant, le cabotage traditionnel, reliant les îles et la côte africaine, complète l'activité des gros tonnages sur les lignes régionales et européennes. Cela approvisionne l'ouest du pays. Le marché noir relaie un ravitaillement sur Antananarivo, malgré les mesures du gouvernement pro-Ratsiraka dans une province où les pro-Ravalomanana figurent en nombre important et où le jeu des alliances est une donnée traditionnelle de taille.

Le port de Diégo-Suarez, avant tout militaire, représente un autre atout maître pour les ratsirakistes dans cette logique de « *border land* portuaire ». Du fait d'un réseau routier en mauvais état ou inexistant, la dimension aéroportuaire est cruciale dans cette riche province. Ce qui explique sans doute pourquoi c'est dans cette région que les victimes d'intimidation et d'exactions pro-Ravalomanana semblent être les plus nombreuses. Ce riche « enclavement », allié à une ouverture portuaire importante vers l'extérieur et à un réseau aérien développé, permet une emprise territoriale exceptionnelle.

Elle a été tentée historiquement par différentes formes d'autonomie, dont aujourd'hui la sécession.

Par le relatif verrouillage des voies de communication principales inner-
vant l'arrière-pays, le « *border land* portuaire » permet en fait la reconstitution
territoriale par la force d'une représentation communautaire de l'espace
politique dont la réalité territoriale a été démentie par les suffrages : à savoir,
la distinction-opposition entre les côtes et les Hautes Terres centrales. La relati-
vité du verrouillage permet toutefois de limiter la politique de la terre brûlée :
substituer à l'économie formelle une économie informelle contenue depuis une
dizaine d'année par les politiques d'ajustement ; rationner la population pour
limiter la mobilisation populaire tout en assurant un minimum pour éviter
la révolte ; conserver par la force et le dispositif institutionnel décentralisé
la maîtrise de l'exploitation des pôles de revenus régionaux. Les stratégies
indépendantistes visent à entériner institutionnellement les frontières poli-
tiques de cette (ré)partition territoriale.

L'ENJEU ÉLECTORAL DE LA DONNÉE AÉRIENNE

Le réseau aérien de Madagascar est l'un des plus denses⁶ du monde du fait
des difficultés des liaisons routières, du peu de cours d'eau navigables dans
ce grand pays et du relief qui n'a pas favorisé les investissements ferroviaires.
Dans les conditions de la crise barragiste, il est parfois le seul moyen de la conti-
nuité territoriale nationale. L'exemple de Sambava, ville de la côte nord-est de
Madagascar, illustre l'importance de la question aérienne dans ces élections.
Cette agglomération qui, sans aucun accès routier, est une véritable enclave,
est paradoxalement une des régions les plus monétisées de Madagascar du fait
de la production des épices en économie de rente. Des hommes d'affaires de
la région ont recours à l'aviation privée. L'évacuation de la récolte de vanille⁷
se fait par avion cargo. Des vols réguliers Air Madagascar approvisionnent
Sambava et desservent Diégo-Suarez et Antananarivo. Depuis 2000, l'argent
de Sambava trouve à se dépenser en produits de consommation vers l'Asie
par la ligne Antananarivo-Saint-Denis de la Réunion-Singapour qui vient
de s'ouvrir.

4. Dont le principal lieu de transaction est le marché d'Ambalavao, dans la province de Fianarantsoa.

5. Comme à l'Ouest, ce sont aussi celles du grand banditisme « dahalo » apparu dans les années 1980.

6. De 1991 à 2000, les passagers sont passés de 586 635 à 1 202 980 et le fret de 7 939 à 16 660 tonnes.

7. Madagascar est le premier producteur et exportateur de vanille du monde. Le premier importateur est les États-Unis pour des entreprises agroalimentaires telles que Coca-Cola ou Mac Cormick. Les principaux négociants sont des entreprises françaises comme Fraïse, parmi les premiers contribuables de Madagascar. Tiko a une ligne de boissons locales concurrençant Coca-Cola.

Mais c'est surtout l'entreprise Tiko de Marc Ravalomanana qui achemine régulièrement des produits agroalimentaires industriels, assurant à ce dernier la sympathie d'une partie des hommes d'affaires et la notoriété économique. La Banque mondiale appuie son essor. Quand M. Ravalomanana se lance dans les présidentielles, son association politique « Tiako i Madagasikara » (« J'aime Madagascar ») bénéficie ainsi de la notoriété de sa marque, malgré l'interdiction légale d'utiliser enseignes et signes commerciaux pour la propagande électorale. Dans les villes moyennes comme Sambava, il implante ses médias Malagasy Broadcasting System⁸. Tiko investit en province au moment des présidentielles : une unité de production agroalimentaire à Diégo, une raffinerie d'huile à Tamatave, des magasins et des entrepôts dans toutes les principales villes (qui servent de PC de campagne). Tiko possède sa propre flotte de camions et entretient des liens corporatistes poussés avec le milieu des transporteurs. Les employés de Tiko qui défilent sur la place du 13 Mai portent tous le slogan : « un Malgache = un emploi ».

L'entreprise Tiko possède un avion, qui est essentiellement utilisé pour le fret, immatriculé en Afrique du Sud. Dès la précampagne, il est immobilisé par l'administration malgache jusqu'à sa ré-immatriculation à Madagascar. L'idée que Marc Ravalomanana est soutenu par des Sud-Africains s'en trouve confortée dans l'opinion publique. Des réseaux d'investissements régionaux transparaissent ainsi à travers la fiscalité aérienne. Tiko est par ailleurs l'objet d'un redressement fiscal, sans suite immédiate après objection de ses avocats.

En outre, dès la précampagne présidentielle, Marc Ravalomanana acquiert plusieurs hélicoptères, ce qui lui permet d'accroître sa mobilité et sa proximité avec l'électorat. Grâce à ses moyens aériens, il se rend dans des endroits où la visite d'un candidat électoral est chose rare et réussit à susciter la sympathie, au grand étonnement de ses alliés non merina, comme en témoigne Évariste Marson⁹. Son origine ethnique n'est plus un handicap majeur, alors que toute la période postcoloniale a entretenu l'idée qu'il était impossible pour un Merina de prétendre sérieusement gagner le vote des autres ethnies aux présidentielles. La stratégie aérienne de Ravalomanana lui a ainsi permis de se constituer une base électorale ethniquement déterritorialisée.

L'aviation permet donc à Marc Ravalomanana d'optimiser son impact dans le tissu de la société civile alors que Didier Ratsiraka s'appuie principalement sur les élus de son parti, l'Arema. À la suite du changement de Constitution, celui-ci, en deux ans de réformes menées à travers les élections législatives, municipales, provinciales et sénatoriales, a capté et verrouillé les institutions centrales et décentralisées. Elles accordent beaucoup plus de latitude aux pouvoirs décentralisés. Les présidentielles sont censées ouvrir le mandat d'application de ces nouvelles dispositions. Mais Didier Ratsiraka

n'a plus le monopole des moyens de contact avec l'électorat malgache. Quand on s'en aperçoit dans son camp, les hélicoptères de Marc Ravalomanana se retrouvent interdits de vol et MBS devient la cible d'intimidations. Mais des agglomérations comme Sambava sont déjà devenues des fiefs Ravalomanana.

Après les débuts de la contestation électorale, en février 2002, MBS est saccagée à Sambava. La radio ratsirakiste s'impose, les communications aériennes sont reprises en main. Chaque atterrissage est sujet à fouilles. Des commandos militaires arrivant par avion de Diégo-Suarez multiplient les exactions. Les notables de la ville tentent de s'organiser pour limiter les dégâts et porter secours à ceux qui en ont besoin. Certains envoient leur famille à Antananarivo. Le pasteur de l'Église réformée est recherché, ainsi que les leaders ravalomananistes, dont plusieurs sont emmenés par avion et détenus à Diégo. Quand Jacques Sylla est nommé Premier ministre, il visite la région Sava. Les ratsirakistes l'empêchent d'atterrir dans une ville en alignant des taxis sur l'aérodrome.

À Diégo-Suarez, la donnée aérienne présente encore un aspect inattendu des événements. En mars 2002, les autorités gouvernementales ordonnent la fermeture de l'unité de production de Tiko. Un ultimatum est fixé pour l'évacuation des zébus qui ont été acheminés par avion lors de l'implantation de l'unité. Quand Antananarivo se retrouve au plus fort du blocus, les ponts dynamités se surajoutant au barrage de Brickaville, le carburant commence à manquer aux avions au départ de la capitale. Sambava est alors en passe de se trouver complètement dépendant de Diégo-Suarez, avec les implications politiques que la rupture territoriale entraîne.

Pour des raisons de sécurité, Marc Ravalomanana ne se déplace plus en province après les résultats contestés des élections. Pendant ce temps, Didier Ratsiraka et ses partisans la visitent, pour payer les militaires d'une part, et

8. La multiplication des médias privés depuis la libéralisation de 1991 a permis aux partis de faire du travail de mobilisation. Mais aucun média privé n'a d'autorisation pour une couverture nationale. Depuis la précampagne électorale, les médias nationaux sont censurés. La presse n'est plus distribuée dans certaines villes de province. Les antennes de radios et télévisions privées pro-Ravalomanana dans les provinces sont la cible de pressions, d'exactions et de destructions de matériel. Le registre ethnociste est de plus en plus pratiqué par les médias privés pro-ratsirakistes aujourd'hui sécessionnistes. Ceux du camp ravalomananiste se présentent en revanche comme unitaristes. Les relais émetteurs d'Antananarivo vers les provinces sont contrôlés puis coupés par les ratsirakistes. En mars 2002, le camp ratsirakiste installe à Tamatave radio et télévision susceptibles de couvrir le territoire. Propagande et désinformation s'accroissent dans les médias. Dans ce contexte, la « bataille des médias », comme première stratégie réussie de marquage territorial du pays, reste indubitablement à l'avantage du camp Ratsiraka.

9. Président du parti RPSD, président de la Commission Intérieur, Administration territoriale et Décentralisation à l'Assemblée nationale et conseiller de Marc Ravalomanana.

poursuivre la campagne électorale d'un deuxième tour d'autre part. Il semblerait que Didier Ratsiraka loue des avions immatriculés en Afrique du Sud. Par ailleurs, un avion algérien a apporté à Tamatave du matériel audiovisuel pour sa radio-télévision provinciale. Xavier Ratsiraka, le fils de Didier Ratsiraka, possède une compagnie aérienne, la Sonavam. Alors que le « barrage pétrolier » de Brickaville bloque les échanges, cette dernière affrète et vend de manière informelle du carburant à Antananarivo. Pendant ce temps, le carburant est interdit en « bagage à mains » sur les vols Tamatave-Antananarivo des autres compagnies.

LA CONTINUITÉ TERRITORIALE AÉRIENNE

Dans la crise, un autre aspect de la question aérienne prend le devant de la scène. Air Madagascar suspend ses vols fin janvier 2002 à la suite de la grève générale. Cela ne masque pas le problème de fond. Air Madagascar, une des dernières entreprises d'État à être en privatisation, est au bord de la faillite. Le gouvernement Sylla déclare attendre pour la vendre : « l'État fera en sorte que les investisseurs (stratégiques) nationaux soient les mieux placés pour la reprendre ¹⁰. » Cela va à l'encontre de la conditionnalité des bailleurs de fonds : privatisation d'Air Mad contre déblocage du Crédit d'ajustement structurel (CAS II).

La situation est encore aggravée du fait de la dyarchie. La boutade qui circule résume bien la situation : « le gouvernement d'Andrianarivo est introuvable et celui de Sylla illégal ». La communauté internationale n'ayant pas reconnu Marc Ravalomanana comme président après la première investiture, la « bataille des signatures » a des conséquences administratives et comptables territoriales. Entre une situation financière déplorable, la perte des agréments aériens ITAA pour défaut de paiement et de normes, l'embargo sur les carburants, Air Mad a les ailes coupées. Les vols long-courrier sont suspendus, les vols intérieurs compromis. Les « ponts aériens », permettant le désenclavement, sont menacés. Les comptes de la compagnie sont bloqués jusqu'à décision du tribunal de commerce. Ils ne seront débloqués et permettront l'affrètement d'un avion long-courrier auprès d'une société italienne qu'à partir du 7 mai.

Madagascar dépend ainsi de compagnies étrangères pour ses liaisons extérieures long-courrier. De son côté, le responsable d'Air Austral, compagnie régionale française, insiste sur la nécessité de ne pas enfermer l'île. Air France suspend ses long-courriers jusqu'en juin. Seuls les vols régionaux sont maintenus par Air Austral, Air France, Air Madagascar et Air Mauritius, reliant Johannesburg, Maurice et la Réunion. Ils relaient vers le reste du monde.

Les Aéroports de Madagascar, entreprise privée, déclare pour sa part sa volonté d'assurer la continuité territoriale aérienne. Néanmoins, à Tamatave, l'atterrissage sur les pistes, y compris d'Air Madagascar, est désormais soumis à l'autorisation préalable du gouvernement sécessionniste. Corollairement, l'Asecna, Agence pour la sécurité et la coordination de la navigation aérienne en Afrique, dont le siège régional est basé à Antananarivo, ne délivre plus d'autorisation pour l'atterrissage à Tamatave. Face aux consignes contradictoires locales et centrales, un avion d'Air Austral a ainsi préféré revenir à la Réunion. La compagnie menace de ne plus assurer la liaison Antananarivo-Johannesburg s'il lui est refusé d'atterrir à Tamatave¹¹. L'enjeu n'est pas simplement commercial ; il est aussi politique, dans la mesure où se révèlent dans la crise les concurrences régionales pour le monopole territorial. « La question est aujourd'hui de savoir qui est propriétaire de l'espace aérien », déclarait ainsi José Andrianoelison¹².

Qu'en est-il par ailleurs de la flotte aérienne de l'armée ? Elle ne semble pas être intervenue dans la crise sauf pour le transport des troupes pro-*ravalomananistes* à Fianarantsoa lors de la prise du gouvernement. Sachant l'existence d'aérodromes « militaires », tels que Fihaonana à quelques kilomètres d'Antananarivo, aux importantes activités formelles et informelles, la question reste néanmoins ouverte.

LA BANQUE CENTRALE ET LA TERRITORIALITÉ FINANCIÈRE

Par-delà les enjeux politiques de communication, la « crise territoriale » comporte aussi une dimension financière. Les premiers barrages dans la capitale sont en fait des « barrages financiers » à la Banque centrale et au Trésor public. Ils sont organisés par le personnel pour empêcher les retraits de liquidités par les *ratsirakistes* pendant les manifestations. Leurs représentants viennent s'en expliquer sur la place du 13 Mai : le changement exprimé dans le vote est aussi le refus de la « mise à sac » de l'argent public. Ils demandent main forte à la foule. Pendant ce temps, Brickaville est « barragée » en blocus économique, les agences provinciales de la Banque centrale sont « visitées » et son gouverneur « remplacé » par la présidence Ratsiraka. Il fera partie de la délégation Ravalomanana à Dakar. L'agence de Tamatave sera considérée par les *ratsirakistes* comme le nouveau siège de la Banque centrale. La dyarchie financière s'instaure.

10. Déclaration du ministre des Transports.

11. *Journal de l'île de la Réunion*, 4 mai 2002.

12. Conseiller de Didier Ratsiraka, *JIR*, 9 mai 2002.

Le 19 février 2002, la délégation ratsirakiste tient une conférence de presse à l'issue de la première médiation de l'OUA. Eugène Mangalaza¹³ y déclare : « Le barrage d'Antaninarenina (Banque centrale à Antananarivo), c'est la désobéissance civile, le règne de l'anarchie. » Ampy Portos réclame : « Enlevez le barrage de la Banque centrale. » Un diplomate étranger déclarait quelques heures auparavant en sortant de la conférence de presse de l'OUA : « L'économie est étranglée ; la Banque centrale contre le barrage de Brickaville. » Le 28 avril 2002, Didier Ratsiraka est de retour à Madagascar après les accords de Dakar. À l'aéroport, il se dit « scandalisé » du fait que l'on ne parle que du barrage de Brickaville. « Il y en a d'autres beaucoup plus importants [...] le blocage de la Banque centrale qui empêche tout notre commerce extérieur... »

Ces déclarations soulignent l'enjeu crucial que représente la Banque centrale dans la maîtrise étatique. C'est le siège d'émission de la monnaie et le guichet des paiements extérieurs. Depuis ces vingt dernières années, c'est aussi le principal guichet de redistribution multilatérale, celle des bailleurs de fonds publics. Le budget de l'État malgache dépend à 70 % de ces ressources. Le financement des grands projets économiques du pays passe par là. C'est l'interface administrative comptable avec le système financier international (SFI). L'arbitrage des bailleurs de fonds vis-à-vis de la Banque centrale représente donc un élément stratégique de première importance. Il est paradoxalement le garant du pouvoir financier souverain de l'État.

En pouvoir dyarchique conflictuel, le SFI ne reconnaît plus la signature des uns et des autres. C'est paralysant. Quand les « deux » signatures sont concordantes, les décaissements sont effectués. Mais à qui sont-ils réellement versés ? Et que se passe-t-il quand elles ne concordent pas ? C'est ainsi que les avoirs de Madagascar sont « gardés » à la Reserve Federal Bank de New York. Autre exemple : début avril 2002, la presse réunionnaise révèle que trois containers remplis de billets de banque malgaches sont supposés être acheminés vers Madagascar. L'un d'entre eux a été découvert « abandonné » sur les docks du Port de la Réunion. Les autorités préfectorales disent que l'un est parti à destination de Tamatave, que l'autre « ira à Antananarivo, le pays manquant de liquidités » et que le dernier sera gardé à l'Iedom, l'Institut d'émission du Département d'outre-mer de la Réunion. D'autres sources affirment que le container pour Antananarivo est resté à la Banque de France. Les « barrages financiers » ne fonctionnent donc pas vraiment en blocus étanche dans le système financier international.

Par ailleurs, avec le blocus, les questions de privatisation des grandes sociétés d'État sont remises sur le tapis. La Solima (Solika Malagasy, pétrole malgache) est reprise par cinq sociétés étrangères, dont TotalFina. Telma (les télécommunications malgaches) est privatisée au lendemain des élections présidentielles

du 16 décembre 2001. On accuse l'opération de servir à alimenter les caisses noires en vue de la préparation du deuxième tour. Le cas d'Air Madagascar a été analysé comme une dépréciation organisée avant la vente. La Jirama (eau et électricité) est aujourd'hui sur la sellette. La famille Ratsiraka et ses alliés sont souvent présentés par la rumeur comme jouant un rôle actif dans ces reprises.

Malgré la fermeture de la Banque centrale, les banques secondaires ont rouvert à la fin de la grève générale, début mars. Le marché interbancaire étant fermé, elles ont effectué les opérations de compensation entre elles, ainsi que des compensations internes. Les privatisations bancaires des années 1990 font du réseau bancaire secondaire de Madagascar une articulation aux réseaux bancaires multinationaux. C'est pourquoi les « barrages financiers » de la Banque centrale n'empêchent pas les banques secondaires de disposer de fortes liquidités. Elles décident de compenser leurs clients et préparent l'après-crise. Mais d'autres difficultés se situent plus en amont. En ce qui concerne le ravitaillement pétrolier, par exemple, les garanties ne sont plus accordées aux compagnies pétrolières par leurs banques pour approvisionner Madagascar. La position pragmatique du secteur bancaire privé contribue néanmoins à éviter l'implosion du système financier malgache.

L'attitude des bailleurs multilatéraux a été plus évolutive. Le représentant du Fonds monétaire international a été rappelé courant février 2002. Conjugué au refus de la reconnaissance internationale, cela pourrait augurer à terme de la fermeture *de facto* du ministère du Budget et du Trésor public, mettant en péril l'appareil d'État ou le soumettant au risque de la « privatisation ». Dans la « bataille des dossiers », l'arbitrage des bailleurs se joue alors dans une reconnaissance de la dyarchie. Cela se fait par le biais administratif et comptable de la double signature : celle du responsable du gouvernement Ratsiraka et celle de celui du gouvernement Ravalomanana. Autre compromis pratiqué, la signature demeurée légale au plan international des responsables de deuxième rang gardés en place par le gouvernement ravalomananiste. Après la deuxième investiture, on constate un nouveau décalage dans la reconnaissance *de facto*. Le secteur bancaire privé et les bailleurs la pratiquent par les dossiers, alors que la reconnaissance diplomatique reste réservée pour beaucoup de pays, en premier lieu la France.

Cette dyarchie est politiquement contestée chez les fonctionnaires, qui ont du mal à admettre que le changement de régime consiste à garder les mêmes « caciques » qui deviennent ainsi, *de facto*, gardiens de l'État. Dans l'évolution des événements, l'opinion conforte la différenciation d'image de milliardaires de Didier Ratsiraka et de Marc Ravalomanana : le réseau de l'un est perçu

13. Recteur de l'université de Tamatave, membre de la délégation.

comme politico-mafieux, celui de l'autre comme capitalistique privé ne distribuant pas seulement de l'argent mais des moyens de production. Les processus de médiation sont aussi lus à travers ces représentations par l'opinion publique.

STRATÉGIES INSTITUTIONNELLES TERRITORIALES

Surpris par le résultat des urnes, le camp Ratsiraka semble avoir également minimisé la dynamique de la base hors des urnes. D'une part, il a largement sous-estimé la mobilisation populaire pour la défense du choix électoral, et ce jusqu'à la prise de pouvoir. D'autre part, il a fait fi de la résistance passive de la population, y compris de celle qui lui est favorable. N'ayant pas les moyens de rallier entièrement les réseaux transactionnels au blocus d'Antananarivo et de Fianarantsoa, il a cherché à maintenir son emprise territoriale par celle de la majorité des élus Arema, celle des institutions décentralisées, et par le cloisonnement territorial.

Comme le montrent les autres contributions de ce dossier, la population ne s'est pas mobilisée sur des critères territoriaux ethniques. Elle a massivement lutté localement pour l'institutionnalisation d'un choix électoral : celui du changement. Cette mobilisation populaire est une donnée fondamentale de la crise, mais aussi une des mutations émergentes de ces élections. Lequel du paradigme du « verrou armé ratsirakiste » ou de celui de « la défense populaire non violente ravalomananiste » prendra définitivement le pas sur l'autre ?

En effet, menacé de perdre l'État sous la pression populaire et la stratégie légitimiste de Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka reprend l'offensive en tentant de démanteler la nation : plutôt un État démembré que pas d'État du tout. La dyarchie s'instaure sur fond de querelles constitutionnelles et de conflits institutionnels, dans une logique de blocus économique et de partition territoriale. Mais la victoire armée ravalomananiste de Fianarantsoa remet en cause ces résistances. Contrairement aux stéréotypes, la nation se révèle finalement moins fragile que l'État.

La deuxième victoire legaliste de Marc Ravalomanana a une double portée : la souveraineté, qualifiée de « résiduelle » depuis plusieurs décennies, reprend du champ. C'est un fait majeur nouveau à Madagascar depuis l'ère de l'ajustement structurel. Par ailleurs, elle contraint les ratsirakistes à abandonner le discours legaliste et les fait passer à de nouvelles revendications territoriales. Ils cherchent à fixer une délimitation territoriale séparatiste visant à entériner le rapport de force territorial au moment des accords de Dakar. Cette stratégie de partition peut apparaître comme une logique de « déménagement » territorial des intérêts particuliers gérés auparavant au niveau

national. Les positions séparatistes se situent aujourd'hui entre fédération et confédération. Les barrages ratsirakistes, devenus sécessionnistes, continuent à miner la souveraineté territoriale, même si tout processus séparatiste est qualifié de crime contre la nation, passible de la peine de mort par la Constitution malgache actuelle. Le blocage tient donc aujourd'hui par la force qui maintient les barrages et l'asphyxie économique. Mais il se nourrit aussi des représentations ethniques de l'État cherchant à se formaliser territorialement. Enfin, il repose sur le refus de reconnaître la portée nationale du suffrage universel à scrutin majoritaire. Les alternatives qui se présentent paraissent simples : négocier, exercer les prérogatives de l'État par la force, procéder à d'autres élections. Du point de vue de l'État, il ne peut être envisagé pour l'heure d'autres priorités que la levée des barrages anti-économiques et la reconnaissance opérationnelle internationale pour asseoir l'effectivité de sa souveraineté territoriale. Du point de vue de la nation, la levée des barrages est cruciale. Quels que soient les termes d'un débat qu'il serait logique de rendre national, comment pourrait-il se tenir sans passer par la reconnaissance de l'État et la considération de la nation comme préalables ?

Dans la « réalité effective des choses », pour paraphraser Machiavel, cela est moins simple. D'une part, que négocier ? D'autre part, le camp ratsirakiste dispose toujours d'une partie de la force armée. Enfin, accepter des élections dans les circonstances actuelles pour le camp Ravalomanana et pour un président élu au suffrage universel, ne serait-ce pas renoncer au système même qui l'a élu ? Abandonner les fondements de sa propre légitimité et légalité ? Serait-ce admettre un précédent pour le pays, et dans le monde, la possibilité de remettre institutionnellement en cause *a posteriori* la territorialité nationale d'un suffrage démocratique ? De revendiquer pour le perdant aux élections une étendue territoriale proportionnelle à ses voix, pire, à sa zone d'emprise territoriale, élective ou non ? C'est risquer d'ouvrir la porte aux mêmes revendications à tous les niveaux de pouvoir.

Au-delà des questions de régularité des élections, envisager un scrutin dans ces conditions serait-il admettre *de facto* des présidentielles proportionnelles ayant pour résultat non pas une prise de pouvoir politique mais un partage territorial ? Est-ce continuer à opter pour l'omnipotence partisane contre la souveraineté de l'État fondée sur le choix démocratique ? Ou alors, ce serait renoncer aux processus démocratiques majoritaires pour adopter l'unanimité ■